

Territoires, territorialité, territorialisation : et après ?
Colloque interdisciplinaire international



GRENOBLE, 7-8 juin 2007

Le concept de territoire est apparu il y a plus de vingt ans dans la production scientifique de géographes (Raffestin, Roncayolo, Brunet, Frémont, Sack, Turco, etc.), de sociologues (Marié, Barel, Ganne, etc.), d'économistes (Becattini, Bagnasco, Brusco, Triglia, etc.) et d'autres auteurs en sciences sociales (Allies, Lepetit, etc.) avant de connaître une formidable diffusion dans le domaine des sciences et, peut-être surtout, dans celui de l'action publique et collective. Plus encore que le mot générique, ceux de territorialité et de territorialisation ont rassemblé de nombreux collectifs de recherche - pas seulement en France - et stimulé une abondante production scientifique. Ils ont aussi justifié des orientations de politiques publiques explicitement déduites du discours social et, en son sein, du discours scientifique.

Il convient cependant de s'arrêter immédiatement sur cette genèse classique : n'est-elle pas pour une bonne part une reconstruction a posteriori, le résultat d'une capacité collective à rendre visible et performative une notion au fond pas si nouvelle, plutôt qu'un tournant paradigmatique ? La première question du colloque est très simple : « au commencement... ? ».

Quoi qu'il en soit, depuis cette « origine », jamais le concept de territoire n'aura fait l'unanimité parmi ses penseurs, ses experts, ses pratiquants ou ses praticiens. On parle de plus en plus souvent de « sciences du territoire », en restant prudent sur le champ en question, et l'idée qu'il existerait un paradigme territorial est contestée : les systèmes théoriques qui ont été proposés en son nom, semblent avoir davantage stimulé les alternatives que les rassemblements. Le « territoire » a pendant longtemps offert une commodité conceptuelle à de nombreux raisonnements qui portaient l'ambition de dire à la fois ce qu'étaient les processus sociaux lorsqu'ils s'inscrivaient dans l'espace et, en même temps, ce qu'était l'espace saisi par ces processus. Forme circonscrite et repérable, ajustable et modelable, multi-scalaire et multiculturelle, le territoire pouvait être doté de vertus multiples (appartenance, identification, différenciation, ...). Mais en tant que boîte noire typique de la science sociale, il devenait inconfortable d'où l'intérêt de sa double mise en perspective :

- Le territoire serait lié à de la territorialité activée, avec le cortège des questions sur les actions, les pratiques, les mobiles, les intentions, les ressorts, les genèses, les histoires particulières et les attendus cognitifs qui accompagnent la construction et/ou la production des territoires.
- Et le territoire renverrait également à la territorialisation, en tant qu'ensemble de processus engagés par les systèmes d'acteurs et/ou d'agents, par les organisations sociales et politiques, par les dispositifs et procédures ad hoc, par les rapports de force et les mises en tension, par des déterminants économiques et structurels, par des configurations génériques existantes et/ou des

configurations particulières émergentes, permettant de faire advenir le territoire, le faire exister, se maintenir et parfois de devenir opératoire.

Mais finalement peu de travaux ont proposé de systématiser les rapports que ces trois concepts pouvaient entretenir entre eux en vue de constituer une théorisation suffisamment robuste pour éclairer le réel, notre époque et ce qui fait société aujourd'hui. C'est également une des ambitions de ces deux journées de communications et de débats.

On peut certes se réjouir de cette diversité d'approches, de sens et d'usages, et du moteur de recherche que les concepts de territoire, territorialité et territorialisation auront constitué, malgré leur hétérogénéité ou grâce à elle, pour plusieurs générations de chercheurs de nombreuses disciplines. Il serait cependant regrettable de ne pas tenter de tirer davantage de leçons de la trajectoire remarquable d'un mot et de ses déclinaisons, qui restent singulièrement envahissants bien que régulièrement critiqués. Rassemblés dans un milieu scientifique pour lequel les concepts de territoire, de territorialité et de territorialisation jouent depuis de longues années un rôle majeur, les organisateurs de ce colloque interdisciplinaire et international souhaitent soumettre à leurs invités les questions et les réflexions suivantes, en quatre grands champs.

1. Quelle mise en commun des épistémologies des sciences humaines et sociales autour du concept de territoire ?

Le concept de territoire est aujourd'hui fortement référé à la géographie qui y a recours sans fatigue, même si personne n'ignore ses origines plus lointaines (droit, éthologie notamment). La sociologie, notamment urbaine, l'économie, précisément dite territoriale, l'urbanisme, l'histoire, la science politique, l'anthropologie, l'ethnologie accordent à la réalité territoriale, sinon aux concepts de territoire, de territorialité et de territorialisation une place désormais reconnue. D'autres disciplines des sciences humaines et sociales les ont plus récemment investis comme la socio-linguistique, les sciences de la communication, la psychologie sociale, la philosophie, etc.

Comment comprendre la fortune de ce concept ? Jusqu'où son entrée en scène dans chaque discipline en aura bousculé l'épistémologie vers une certaine inter-, multi- ou transdisciplinarité ? Existe-t-il aujourd'hui une épistémologie commune aux façons dont chaque discipline se pose la question territoriale ? Si oui, comment cette épistémologie s'est-elle bâtie et pourquoi n'est-elle pas mieux affirmée ? Si non, sur quels registres les disciplines concernées peuvent-elles parvenir malgré tout à organiser et poursuivre leurs échanges et croisements ? La réponse étant vraisemblablement contradictoire pour beaucoup de chercheurs, on attend de ce débat épistémologique transdisciplinaire qu'il discute des jalons communs, des lignes de partage, et des perspectives heuristiques de l'approche territoriale. En faisant cependant l'hypothèse que c'est de la controverse plutôt que de la transaction que devrait émerger le rendez-vous d'une épistémologie commune.

2. Quelle universalité des approches malgré les différences de contextes nationaux ?

Un tel débat a sans doute à la fois beaucoup gagné et beaucoup perdu à se tenir longtemps dans le seul cadre de référence ou de production scientifiques de l'espace français. Beaucoup gagné parce que la finesse et la nuance d'analyse ont inlassablement progressé quant aux liens si fort qu'entretiennent

une société, et plus encore ses pouvoirs, avec son ou ses espaces. Beaucoup perdu parce que ces mêmes liens existent dans de nombreux autres contextes nationaux, où la clé de lecture territoriale est loin d'avoir le même statut. La question territoriale serait-elle franco-française ? Assurément non. Elle est posée dans d'autres termes dans les pays anglo-saxons et scandinaves, par exemple à travers les problématiques du régionalisme, du néo-régionalisme (Keating), du « Nation Building » (Rokkan), et de la construction de nouvelles entités politiques. On a beaucoup dit et écrit que le terme de territoire n'avait pas d'équivalent dans les autres langues que le français, et que son sens se trouvait dispersé dans les concepts de région, d'espace, de place ou de lieu, de communauté, etc. Pourtant, l'un des jalons essentiels de la réflexion épistémologique sur le concept de territoire en géographie a peut-être été produit aux Etats-Unis par Robert Sack et continué dans le cadre du marxisme par Kevin Cox. Aujourd'hui, en pleine hégémonie des approches postmodernes, un manuel de premier cycle (Delaney, 2005) est consacré à la notion, toujours aux Etats Unis. En outre, la fausse croyance du primat français laisse entendre qu'il y a unité de sens dans le mot territoire pour les Francophones, ce qui n'est pas le cas. Il y a donc bien matière à approfondir les raisons de convergence comme de divergence entre les différentes productions scientifiques nationales sur ces sujets. D'ailleurs, ces constructions seraient-elles si nationales ? La question territoriale peut-elle être déterritorialisée ?

Soit les convergences et divergences s'expliquent par des rapports sociaux et spatiaux qu'on estime ou interprète comme universels ou au contraire spécifiques à chaque pays. Soit ils s'expliquent par des histoires scientifiques faites d'échanges et d'emprunts entre pays, ou au contraire de malentendus et de cloisonnements. Là encore, les réponses se situant vraisemblablement dans les deux registres, on attend du débat un éclairage international qui transforme les points de vue les plus communément répandus sur la question.

3. Quelle efficacité instrumentale et portée opératoire ?

S'agissant de « territoire », les enjeux de ré-interprétation épistémologique et historique de la trajectoire d'un concept dépassent de beaucoup le monde des chercheurs. Comme on l'a dit, le trouble conceptuel n'a pas empêché le succès politique, stratégique, et plus généralement dans les logiques de l'action publique, collective, individuelle et privée. Succès sur lequel les lectures et avis ramènent aux missions de la recherche, et plus précisément de la recherche impliquée dans laquelle le collectif organisateur se reconnaît. En évitant de retomber ici dans le débat franco-français, et maintenant que le recul nécessaire est possible après plus de vingt ans de transfert des idées à l'action dite territoriale, on confrontera les analyses en forme de bilan sur ce qu'on pourrait convenir d'appeler rétrospectivement, mais avec un brin de doute, « l'épopée territoriale ». Qu'est-ce qui, dans cette épopée est faussement neuf et réellement vieux, et qu'est-ce qui autorise au contraire une veille attentive des mutations en cours ? Sur la question territoriale, il semble urgent de renouveler la nature des messages que le monde scientifique envoie, consciemment ou non, au monde de l'action, compte tenu de la propension de ce dernier à s'inscrire dans un système de croyances et à le pérenniser par des routines. L'instrumentation est d'ailleurs largement réciproque, et il est permis de penser que la recherche impliquée experte a su inventer le « territoire » qui lui a permis d'exister, y compris dans ses propres routines. Il faut donc sortir d'une réflexion à sens unique et s'interroger sur les systèmes de transaction et de co-production

de savoir entre les deux mondes, comme sur la relation entre des constructions disciplinaires et celles d'objets de politiques publiques.

Ce troisième champ de questions n'est pas essentiellement rétrospectif : l'usure du concept, sa capacité à produire encore des décisions et des actions, qui débouchent le cas échéant sur des effets non intentionnels, le risque d'épuisement du mythe opératoire qu'il a pu représenter interpellent quant à son avenir pratique. Le concept aurait-il rempli son office ? La « transition territoriale » serait-elle en voie d'achèvement ? Ceci conduit à la dernière grande question du colloque qui en est la visée principale.

4. Quelle prospective conceptuelle pour les rapports de la société à l'espace ?

Aucun concept n'est éternel, surtout si l'on considère qu'il n'initie pas un tournant paradigmatique. Même dans ce cas, discutable pour « territoire », d'autres tournants lui succèdent inmanquablement qui expriment de nouveaux enjeux et de nouvelles priorités de débat scientifique. C'est ainsi, par exemple, qu'en géographie, le concept de milieu, fondateur de la discipline, a connu une longue période d'obsolescence, avant de retrouver récemment, moyennant réanimation, une certaine portée. Le succès tout azimut du territoire serait-il la preuve de son innocuité, donc de son obsolescence ? Si l'hypothèse d'une possible obsolescence est retenue, comment l'installer ? S'agit-il de mutations au sein des discours scientifiques des différentes disciplines, selon des logiques propres, ou d'un bousculement par la transformation sociale dans son ensemble, ou encore dans la perception qu'on en a ? S'agit-il d'une désadaptation, ou y a-t-il substitution, ou encore complémentarité, par de nouvelles propositions ? S'agit-il d'un phénomène partagé par plusieurs disciplines, ou les rythmes d'une possible obsolescence sont-ils bien différents ?

Les sciences humaines et sociales se référeront-elles avec le même appétit aux concepts de territoire, de territorialité ou de territorialisation dans vingt ans ? Cette question devrait interpellier particulièrement les jeunes chercheurs qui baignent aujourd'hui dans le paradigme territorial. La prospective des concepts peut paraître soit très audacieuse soit tautologique : chercher, c'est toujours tenter de réinventer les termes de l'intelligibilité du réel. C'est bien la question : le concept de territoire permet-il cette réinvention et la permettra-t-il encore suffisamment de temps pour justifier l'intérêt qu'on lui porte encore ? On devra s'autoriser ici le risque que la prospective cultive parfois avec bonheur.

Sur ces quatre grandes questions, prises individuellement ou transversalement, dans leur totalité ou de façon sélective, les organisateurs de la rencontre attendent des propositions résolument théoriques, épistémologiques, et comparatives, susceptibles de contribuer à un quadruple dialogue : entre disciplines ; entre contextes scientifiques nationaux ; entre science et action ; entre bilan et perspective.

Pour le comité d'orientation et d'organisation,
Martin Vanier.